

Santé et Justice : quelles responsabilités - (Droits et débats n° 7) - Dix ans après la loi du 4 mars 2002 - Colloque organisé les 20 et 21 octobre 2011 par le Conseil d'Etat et la Cour de cassation Télécharger, Lire PDF



TÉLÉCHARGER

LIRE

ENGLISH VERSION

DOWNLOAD

READ

Description

Pour la première fois les 20 et 21 octobre 2011, le Conseil d'Etat et la Cour de cassation ont organisé conjointement un colloque, sur le thème « Santé et justice : quelles responsabilités ? », dont ce septième numéro de la collection Droits et Débats rassemble les actes.

Dix ans après l'adoption de la loi n° 2002-303 du 4 mars 2002 relative aux droits des malades et à la qualité du système de santé, de nombreuses questions se posent aux juridictions administratives et judiciaires en matière de responsabilité, y compris pénale et disciplinaire, des professionnels de santé, des établissements de santé et des producteurs de produits de santé. Des interrogations subsistent aussi quant à la prise en charge par la solidarité nationale de certains dommages.

Le Conseil d'État et la Cour de cassation ont décidé de mener ensemble leur réflexion sur ces questions, en y associant des professionnels de la santé et du droit comptant parmi les plus éminents spécialistes de la responsabilité médicale, des associations de défense des patients ou

encore des parlementaires.

Sept tables rondes, animées par des conseillers d'État et des conseillers et avocats généraux à la Cour de cassation, ont été consacrées à la réparation du dommage médical par son responsable ou par la solidarité nationale, au lien de causalité, au risque pénal et disciplinaire, à l'indemnisation des préjudices, à l'information relative à la santé, au rôle de l'expert médical et au juge face aux enjeux de santé publique.

Les débats, très riches, ont permis d'apporter des réponses éclairées à ces questions, de mettre en évidence de nombreuses convergences jurisprudentielles et d'envisager des pistes de rapprochement pour l'avenir.

Un outil indispensable pour tous les praticiens du droit, les professionnels de santé, les étudiants et tous ceux qui s'intéressent à la responsabilité médicale.

-Membre du Comité scientifique de la Revue *Panstwo i Prawo* (Etat et droit) publié par .. affaires sociales du Sénat sur le projet de loi relatif à la bioéthique, le 15 mars 2011 ; . avec Didier Maus), La Cour de justice de la République et après? ... DC du Conseil constitutionnel), Recueil Dalloz, 2000, n°4, Point de vue p. VII.

entre les partisans de la faute, fondement de la responsabilité civile et ceux du risque . une loi du 25 octobre 1919 a également étendu la législation sur les accidents . aujourd'hui, plus de cent ans après son adoption, elle reste pour l'essentiel, ... second temps au Conseil d'Etat ou à la Cour de cassation, selon les cas.

Colloque des 20 et 21 octobre 2011. Santé et justice : quelles responsabilités ? Dix ans après la loi du 4 mars 2002. Un colloque ... 1ère journée – 20 octobre 2011 (à la Cour de cassation) : . 9 h 45 – 11 h 15 - Table ronde n°4 : L'indemnisation des préjudices . section de la section du contentieux du Conseil d'État.

25 sept. 2015 . 4. Première partie. Définir le droit à la réinsertion. .. Actes du colloque organisé par Julia Schmitz à l'Université de .. Les droits de la personne détenue - après la loi pénitentiaire du 24 ... 1 Cons. const, Décision n° 93-334 DC du 20 janv. .. Pour le Conseil d'État, les centres de détention et les maisons.

31 déc. 2016 . Le colloque organisé en octobre 2015 par l'Institut Droit et Santé, l'École de .. Dix ans après cette création, l'ONIAM s'est im- ... 11 - La loi n° 2002-303 du 4 mars 2002 relative aux droits ... Cour de cassation tranche le conflit de compétence .. 1 - Actes du colloque « Quel avenir pour la responsabilité.

par l'Oscar du droit des sociétés et de la Bourse, 2e édition à paraître début 2012 . 11 octobre 2001 – 11 octobre 2011 : Dix ans de jurisprudence de l'OHADA. . entre la CCJA et la cour de

cassation », Colloque organisé par l'Université . Animation d'après-midi débats consacrés aux problèmes d'actualité de la.

2 oct. 2014 . un devoir d'information pour ses débiteurs, et un droit à l'information ou droit de savoir .. déchargé de son obligation d'information et de conseil lorsqu'il .. En matière de santé, la loi n° 2002-303 du 4 mars 2002 relative aux droits des .. Après une première cassation de l'arrêt rendu par la cour d'appel de.

20 janv. 2015 . 7- L'étude de la loyauté de l'administration soulève plusieurs enjeux, dont . 8- L'intégration de la loyauté en droit public n'est-elle pas source de nouvelles .. 4- On note un glissement du champ d'application du principe de loyauté, . Le Conseil d'État y répond en considérant « qu'ainsi la cour a pu, sans.

place des femmes dans la haute fonction publique avec la loi n° 2012-347 du 12 mars 2012 et le décret 2012-601 du 30 avril 2012, .. dix ans après la fin de la guerre . Le colloque sur la déontologie organisé, le 12 avril dernier au .. Les Cahiers de la fonction publique n° 331 I Avril 2013. 20. 21. Deuxième CIMAP :

Actualité du droit pénal. . Cour d'assises des mineurs du Rhône, 7 avril 2017 [.] . Arrêt n° 2523 du 2 novembre 2017 (17-80.833) – Cour de cassation – Chambre . Le Conseil constitutionnel a censuré dans sa décision du 27 octobre 2017 [1] . Colloque pour les dix ans du Contrôleur général des lieux de privation de.

6 mars 2017 . MARS 2017. Lettre de la Mission de recherche Droit & Justice – e-mail . pleur, organisé par le GIP (2), et 25 ans après les Assises . (de l'ordre de 1 800 000), prévue par la loi du 7 octobre 2016 .. et Justice avait organisé pour ses dix ans un grand colloque intitulé .. 2002 par la Cour de cassation.

actes du colloque Dopage et droits de l'homme de 2011, éditions du Conseil de . de la loi par voie de circulaires », Petites affiches, n° 56, 20 mars 2001, pp. . de santé mentale du fait des actes commis par un patient après la levée de la . 4- « CEDH et soins sous contrainte : La Cour réaffirme l'importance du droit à la.

6 août 2004 . Colloque cofinancé par le programme « Justice » de l'Union . a) En premier lieu, les dispositions de la loi n° 78-753 du 17 juillet 1978 .. privatives de liberté ; la loi no 2002-303 du 4 mars 2002 relative aux droits des malades et . de dix-sept membres issus des hautes juridictions, Conseil d'État , Cour de.

Jean & H. Jorry, Les études de la CEPEJ n° 15, éd. du . 70 ans après Nuremberg, juger le crime contre l'humanité (B. Cotte, . Mémoires, 2002 . de la Cour de cassation, Actes du colloque organisé le 10 avril 2015 au Conseil d'Etat, .. Libération (avec A. Bancaud), Les Cahiers de la justice, ENM-Dalloz, 2011-4, pp 125-.

24 déc. 2011 . PRATIQUES. Colloque organisé par l'équipe de recherche de droit privé de l'université Jean Moulin – Lyon 3. Lyon, 20 octobre 2011. Matinée.

Pour désigner les personnes atteintes de la maladie d'Alzheimer, le débat juridique parle de . colloque singulier entre le patient et le médecin ou la relation entre la . Loi n°2002-303 du 4 mars 2002 relative aux droits des malades et à la ... Quels que soient notre âge et notre état de santé, en insistant sur la dignité de.

17 déc. 2008 . La Cour de Cassation, Cour suprême en matière de justice .. l'occasion du 20e anniversaire de la Convention internationale des droits de l'enfant, .. 7. La Défenseure des enfants - Rapport au Comité des droits de l'enfant des .. 64 Loi n° 2002-303 du 4 mars 2002 relative aux droits des malades et à la.

Un premier colloque organisé au Sénat à l'occasion des cinq ans de la loi . Aujourd'hui, après dix ans d'application, il n'apparaît pas inutile d'ouvrir de .. Cour de Cassation d'une question prioritaire de constitutionnalité, le Conseil . du 10 juillet 2000, cette construction a été ruinée par la loi du 4 mars 2002 sur les droits.

28 janv. 2014 . Deuxième chambre civile de la Cour de cassation .. 47 La loi n° 2002-305 du 4 mars 2002 réformant l'autorité parentale la définit ... parentale, quelle est la place du pouvoir de représentation ? .. conventions internationales Actes du colloque de Lyon 6 et 7 octobre 1995 (sous la dir. de J. Rubellin-

7524. Les règles de dévolution de l'exercice des responsabilités parentales. . 1764 Loi n° 2002-305 du 4 mars 2002 relative à l'autorité parentale, JO 5 mars 2002 p. .. le père aurait deux ans après la découverte de l'enfant pour le reconnaître .. Aussi, le rôle de la Cour de cassation est-il grand en ce domaine, afin de.

Police judiciaire », in Répertoire de droit pénal et de procédure pénale, . Les principaux apports de la décision de la Cour de cassation dans l'affaire Erika », AJ . Les pouvoirs de la douane après les lois LOPPSI2 et garde à vue », Revue .. Crim., 5 octobre 2010, pourvoi n° 09-86.209, AJ pénal 2011, p. . Crim., 21 oct.

La Directive du 25 octobre 2011 et la loi Hamon du 17 mars 2014 . voulu me consacrer et sans qui, ce mémoire n'aurait jamais vu le jour. . 5 Directive 97/7/CE du Parlement européen et du Conseil du 20 mai 1997 concernant la .. consommateur figure désormais dans le Code de la consommation, vingt ans après sa.

6 déc. 2012 . 24/7/1996 modifiée par la loi n° 602 du 28/ 2/ 1997 relative à la création des ... La Cour de cassation et le Conseil d'État ont eu une démarche très . La loi française du 4 mars 2002 relative aux droits des malades et à la qualité du . bouleversements pour l'avenir, dix ans après, nous constatons encore.

24 mai 2016 . guerre 266k9. Cent ans après la déclaration de la Grande guerre, qui .

L'association Droit & Commerce organise une . au Conseil d'État et à la Cour de cassation : JO, 22 mai 2016 ... attaquant la sacralité du lien historique Santé-Justice. On .. soins, la loi n° 2002-303 du 4 mars 2002 dont il est issu,.

Ce rapport fait état des actions que nous menons depuis plus de dix ans. .. n° 2011-333 du 29 mars 2011 relative au Défenseur des droits, qui . 20. Amender l'article R 57-7-45 du code de procédure pénale en remplaçant « Médiateur de la Répu- . par la loi n° 2007-1545 du 30 octobre 2007 : une autorité indépendante.

Droit de la presse », La Gazette du Palais (Paris), 2-3 mars 2011, . la réforme de la garde à vue », La Gazette du Palais (Paris), 6-7 juillet 2011, colloque, pp. .. 2010, n° 10-40.002), La Semaine juridique, édition générale (JCP G.) (Paris), n° 21, .. du Conseil constitutionnel, du Conseil d'Etat et de la Cour de cassation”.,.

français », colloque organisé au Ministère des affaires étrangères par le Comité pour le . Pour quelles raisons le juge ne fait-il pas droit à la demande du requérant ? .. Conseil d'Etat (30 octobre 1988, Sarran et Levacher), la Cour de cassation (2 juin 2000, Pauline .. Vu la loi organique n° 2011-333 du 29 mars 2011 ;

31 janv. 2015 . cours des dernières Rencontres de Droit Rural (en .. organise le 31 mars 2015 à Besançon, . L'entreprise agricole après la loi d'Avenir » .. preneur titulaire d'un bail de vingt-cinq ans, pour l'échéance de la quatorzième . 3ème civ., 15 octobre 2014, pourvoi n° 13-23015 (cassation), publié au Bulletin.

4 mars 2002 . Près de dix ans après le vote de la loi, le pari ... 21 Article R. 1112-30 du CSP . 31 Conseil d'Etat, 11 mars 1996, CHS Esquirol de Limoges c/ N. .. 147 L'arrêt de la Cour de cassation casse l'arrêt d'appel au visa des articles ... 197 Loi n°2002-303 du 4 mars 2002 relative aux droits des malades et à la.

A. Santé publique et le défi des mutations sociétales[link]. 1. Quelles .. -Conseil d'État, «Santé et Justice : quelles responsabilités ? », Droits et débats n° 7 ; «Dix ans après la loi du 4 mars 2002 », colloque organisé par le Conseil d'État et la Cour de cassation, La Documentation française, 2013. -Cour des comptes, «La.

consultatif national d'Ethique, Directeur du Laboratoire droit de la santé (EA 1581) . 20 octobre 2010 que le gouvernement a déposé sur le bureau de l'Assemblée . Le Conseil d'Etat avait fait une surprenante volte-face sur l'agaçante . La loi n° 2011-814 du 7 juillet 2011, relative à la bioéthique, a consacré le titre Ier à.

9 déc. 2016 . 2° Deux conseillers à la Cour de cassation désignés par le premier président .. Après l'article L. 911-1 du code de justice administrative, il est inséré un . Les articles L. 1351-1 et L. 5312-4-2 du code de la santé publique sont abrogés. . V.-L'article 25 de la loi n° 2013-907 du 11 octobre 2013 relative à la.

15 nov. 2011 . Colloque organisé par le Conseil d'Etat et la Cour de cassation. les 20 et 21 octobre 2011 . La loi du 4 mars 2002 relative aux droits des malades et à la qualité du système de santé a consacré une évolution conceptuelle et.

23 mai 2017 . Les premiers textes concernant le droit de l'eau sont les codes . enjeu majeur de santé publique opposant médecins, producteurs et politiciens. . des lacs et des cours d'eau, quel que soit leur classement sans une . La loi sur l'eau du 16 décembre 1964 organise la gestion de l'eau . 12 et 13 mars 1991

27 févr. 2017 . La Semaine Juridique - Édition Générale - Supplément au N° 9, ... Cour de cassation les travaux de ce colloque sur « La jurisprudence . des décisions de justice « Quelles conséquences sur la vie pri- .. rope 2002, op. cit. note (11). .. des données4, avec la loi n° 2016-1321 du 7 octobre 2016 pour.

14 sept. 2013 . en état de l'environnement que pourrait prévoir le droit interne .. La loi n° 2008-757 du 1er août 2008 relative à la responsabilité .. la chambre criminelle de la Cour de cassation, dans l'affaire ERIKA, .. 15 Colloque « Le préjudice écologique après l'ERIKA », Sénat, .. juridique, Quadrige PUF, 2002.

L'adoption de la loi constitutionnelle n° 2005-205 du 1^{er} mars 2005 a . droit dur ou gadget [21] [21] M. Prieur, « La Charte de l'environnement, droit dur., .. 4 ans après sa constitutionnalisation (rapport Sénat, 8 octobre 2009, n° 25). ... saisine de la Cour de cassation (décision Michel Z du 8 avril 2011, n° 2011-116 QPC),.

organisé par la Fédération Internationale de Football Association (ci-après FIFA). Dans nombreux . Rouen le 12 octobre 2011, Fondation Varenne LGDJ, 2012 ... lois consacrant ce monopole d'exploitation de l'organisateur sportif dans l'ordre .. Cour de cassation au motif que la Cour d'appel n'avait pas vérifié s'il y avait.

Il a dirigé, dans cette dernière université, pendant dix ans (1990-2000) l'Institut . du DEA Justice et Droit du procès, du 1er octobre 1995 au 1er octobre 2002; .. Travail de la commission à l'origine du décret n° 2004-836 du 20 août 2004 sur la .. débats de droit comparé (débat du 5 mars 1999 organisé par l'Institut Michel.

Membre de l'Association Française de Droit de la Santé .. Devoir d'information : le Conseil d'Etat rejoint la cour de Cassation dans la reconnaissance d'un.

7 févr. 2014 . Dossier «Droits des patients », service documentation EHESP, 7 février . a été affirmé notamment par les lois n° 2002-303 du 4 mars 2002 ... Santé et justice : quelles responsabilités ? Dix ans après la loi du 4 mars 2002 : un colloque . le Conseil d'Etat et la Cour de Cassation les 20 et 21 octobre 2011.

4 déc. 2014 . d'Etudes et de Recherche Droit & Santé, Université de Montpellier . Philippe Breil, Chirurgien Viscéral, FCVD, Expert auprès de la Cour d'Appel de Paris . Ce colloque est la réédition du colloque organisé sur le même . La loi du droit des malades du 4 mars 2002, dite loi Kouchner, si elle n'avait pas pu.

C'est pourquoi cette prohibition n'existe pas aux États-Unis, puisque le Droit . leur émission de dettes souveraines, la Cour de justice ayant admis en 2015 la . de synthèse proposé dans le colloque organisé par l'Association Henri Capitant, . Référence complète : Conseil d'État,

L'action économique des personnes.

responsabilité première des parents pour « protéger l'enfant dans sa sécurité, sa . justice, aussi belle et bien motivée soit-elle, n'a le . Conflits de loyauté », organisé par enfances&PSY le 7 déc. 2012. . faire le diagnostic: où en est le conflit? quel est son .. la coparentalité, objectif de la loi du 4 mars 2002, c'est-à-dire.

4 - V. par exemple F. GUIOMARD, Quelles réformes pour la justice sociale ? . de la Cour de cassation (et non plus devant la chambre sociale de cette même Cour). ... administratives pour devenir des juridictions après que le Conseil d'État ait .. déconventionnement (TC, 20 octobre 1997, Albert c/ CPAM de l'Aude, n°.

1 juin 2013 . Environnement. Santé. Le Conseil d'État et la justice administrative . Le projet de loi est transmis au Conseil d'État pour avis dans un délai . du Conseil d'État, effectuée des études de caractère général et organise . en tant que juge de cassation, le Conseil ... dix ans, d'abord comme responsable d'un.

14 oct. 2011 . o Santé et protection sociale (Label Erasmus Mundus, Directrices : Pr. . Membre du conseil scientifique de l'Université de Rennes 1 . Quatre thèses en cours . 37, Actes du colloque pour les 20 ans de Responsabilité civile et ... la responsabilité médicale après la loi du 4 mars 2002, Journées de l'École.

1 avr. 2011 . conférence que la Cour de cassation a organisée conjointement avec la Marine .. police de l'État en mer, l'importante loi du 5 janvier 2011. .. 1 Loi n° 2004-204 du 9 mars 2004 portant adaptation de la justice aux .. des îles du Cap-Vert vient d'aboutir, presque dix ans après, au retentissant arrêt.

8 janv. 2009 . Après 150 ans de bons et loyaux services, le « commissaire du . devant le Conseil d'État depuis une ordonnance des 2 février-12 mars 1831 (dénommé . la loi républicaine) et reprise ensuite par un décret du 20 janvier 1852 sous le ... des Cours de cassation belge et française (CEDH, 30 octobre 1991).

29 juil. 2017 . Conception et direction de l'ouvrage Droit et pratique de la . de lecture et du conseil scientifique de la revue Droit et procédures, .. Cour suprême du Sénégal 21 juillet 1981, Rev. . Qui cassera les arrêts de la Cour de cassation ? in Mélanges . Vingt ans après : l'évolution des sanctions de la publicité.

Dix ans après la loi du 4 mars 2002 - Colloque organisé les 20 et 21 octobre 2011 par le Conseil d'État et la Cour de cassation. N°7 - . Dix ans après l'adoption de la loi du 4 mars 2002 relative aux droits des malades et à la qualité . Les débats ont permis d'apporter des réponses éclairées à ces questions, de mettre en.

13 mai 2009 . 12 s. et n° 35 du 22 mars 1993, p. 4 s. 2) La responsabilité pénale du . du travail) Responsabilité pénale et droit social, avant et après la loi du 10 . de la Cour de cassation inventaire d'un droit « hors-la-loi » : Petites .. 94) (criminologie & droit social) À quelles conditions les sanctions . 20 ans après. État.

5 mars 2007 . Le droit du patient d'être informé reconnu par la loi du 4 mars 2002, condition .. 10.4 Quatrième point : la délivrance de l'information au cours d'un .. le contexte d'affaires de responsabilité médicale n'a pas été sans conséquences. Cette .. de cassation et le Conseil d'État dans des affaires où l'absence.

2 avr. 2016 . aura connu en l'espace de cinquante ans (1964-2013) . des personnes, le Code civil n'est pas un droit d'exclusion. . Loi n° 2002-304 du 4 mars 2002, modifiée par la loi n° 2003-516 du 18 juin . au majeur en tutelle », Rapport de la Cour de cassation, 2000, p. .. protection officieuse peut être organisée.

5 sept. 2014 . publique par la loi n° 2002-303 du 4 mars 2002 relative aux droits des ... 20 et 21 octobre 2011, le Conseil d'État et la Cour de cassation ont organisé conjointement un colloque sur le thème : « santé et justice : quelles responsabilités ... patient : le coup du parapluie ? in

Droits des patients, 10 ans après :

au respect du droit, la garantie de l'Etat de droit suppose une justice forte et armée, .. d'abord juge de la Cour d'appel, du conseil constitutionnel et de la Cour suprême. . 3. Loi n° Loi n°92-23 du 30 mai 1992 sur le Conseil constitutionnel. 4 .. du 15 septembre 1997 modifié le 5 avril 2000 puis le 12 mars 2002 et enfin le 7.

20 avr. 2016 . C'est l'ordonnance du 2 février 1945 qui organise cette justice. . atténuer, réforme après réforme, les spécificités du droit pénal des .. loi à l'occasion d'un colloque destiné à faire le point sur l'état réel de la .. Conseil Constitutionnel du 29 août 2002 (Décision n° 2002-461 DC .. personnels de santé).

Circulaire du 15 mars 2017 relative à la mise en œuvre de la justice . Pratiques restrictives de concurrence et compétence : la Cour de Cassation . Arrêt de la Cour de cassation, chambre commerciale du 20 septembre 2016, . Les apports de la loi n°2016-1321 du 7 octobre 2016 pour une République numérique en droit.

François Guy Trébulle Agrégé des Facultés de droit - Professeur des Universités . des acquis (VAE 2002) Université Paris Descartes 2011-2012 - Lancement et .. Dr. sociétés, juin 2003, chr. n°6, p.7 - « Les sites pollués dans la loi relative à la .. N° 219/2014 - La responsabilité environnementale, dix ans après l'entrée en.

responsabilité médicale » dans un des premiers DEA de droit et d'économie . Puis, la loi n°2002-303 du 4 mars 2002 a prévu que « des recommandations de . par la Cour de cassation et le Conseil d'Etat de 1984 à 1992 (publiée en ... l'ANCIC, Actes du Colloque 20 et 21 novembre 2009, Paris, ANCIC, 2010, 189-233.

10 nov. 2016 . du code de la santé publique : la Cour de Cassation . La réforme de la santé au travail par la loi du 8 août 2016 . À la suite du colloque organisé par l'Institut Droit et .. entre le Conseil d'État, qui applique un régime de responsabilité . producteur s'éteint dix ans après la mise en circulation du produit.

15 mai 2012 . Saturé de débats médiatiques, le lent processus de révision des lois bioéthiques . auxquels les « points morts » du colloque organisé en 2010 à Paris ont permis .. des droits de l'Homme [21] pour que la Cour de Cassation opère un ... par la loi du 4 mars 2002 : nulle codécision médicale n'apparaît, les.

10 mars 2015 . N° de déclaration d'activité de formation : 21 51 01554 51 . 18H - Etat des lieux chez MACSF – Sou médical . du colloque du conseil national des compagnies d'experts de justice et du . L'une des dispositions importantes de la loi du 4 mars 2002 vise à . [3] lors des débats organisés dans le cadre des.

Thierry S.RENOUX - Cahiers du Conseil constitutionnel n° 14 (Dossier : La justice . la Constitution française du 4 octobre 1958 ne contient quant à elle aucune . de la Cour de cassation, a pu s'opposer « à ce que les chefs d'État en exercice ... de dix ans d'emprisonnement (ce qui est le cas des actes de terrorisme) n'a.

Cet article provoque une controverse de neutralité (voir la discussion) (indiquez la date de . Les Témoins de Jéhovah n'acceptent pas de transfusion de sang total ou de .. de la santé publique, issu de la loi Kouchner du 4 mars 2002 relative aux droits .. Ainsi, le Conseil d'État admet la possibilité pour le médecin d'aller à.

26 févr. 2015 . Article 20 - Usage du nom et de la qualité de médecin .. Le code de déontologie médicale n'est pas seulement établi par la profession.

2 mars 2002 . Santé, 2012 ; Santé et justice : quelles responsabilités ? : Dix ans après la loi du 4 mars 2002, Colloque organisé par le Conseil d'État et la Cour de cassation les 20 et 21 octobre 2011, la Documentation française, .. La loi n° 2002-303 du 4 mars 2002 relative aux droits des malades et à la qualité du.

10 mai 2012 . ans la livraison d'automne de cette revue (n° 79, oct. .. 4 démocratie sanitaire :

quelle responsabilité et quelles obligations . arrêt du Conseil d'état du 10 octobre 2012 : . Le 21 juin 2013, la revue Actualités JuriSanté aura 20 ans ! . ix ans après promulgation de la loi du 4 mars 2002, 10 ans après tant d'.

Expert près la Cour d'appel de Versailles et agréé par la Cour de cassation,. Président du Conseil National des Experts de Justice en Transports .. Le juge statut après avoir recueilli les observations de l'expert récusé. . La loi du 29 juillet 2004 a profondément remanié le droit disciplinaire auquel les experts judiciaires.

4. Remerciements,. Ce colloque n'aurait pu avoir lieu sans l'aimable .. la suprématie du droit et de la loi, l'indépendance de la justice et l'équité. ... Conseil d'État, qui coiffait le tribunal administratif et la Cour des comptes d'une part, et le . justiciables le procès équitable quelle que soit la justice à laquelle ils s'adresseront.